

compris. Contrairement aux autres études qui contenaient un grand nombre de ces suggestions, ce plan d'action est le résultat d'un vaste processus consensuel. Il ne s'agit pas d'un simple exercice exécuté par des bureaucrates et des universitaires dans leur tour d'ivoire. Il ne s'agit pas uniquement des vues du Comité directeur.

C'est le produit d'un large consensus, dont le Comité a constaté l'existence dans tout le pays, concernant la façon dont nous devrions réédifier cette société. Rejeter ce plan comme certains critiques l'ont fait, c'est insulter les milliers de Canadiens qui ont participé à son élaboration. Pour ceux qui cherchaient quelque chose de nouveau, le nouveau, c'est que ce n'est pas une thèse à défendre, mais bien un plan d'action.

Certains critiques ont prétendu qu'il ne contient pas de solutions à court terme. Le plan reflète l'opinion générale que nous n'avons plus les moyens de n'adopter que des solutions à court terme. D'autres ont donné à entendre qu'il n'y avait rien dans le plan pour les mères célibataires, les étudiants, les petites entreprises et beaucoup d'autres, qu'il ressemble à un plan d'entreprise. Instaurer une culture d'apprentissage au sein de laquelle tous les Canadiens auront la possibilité de développer leur plein potentiel est un programme auquel tout Canadien peut souscrire. Un critique a dit que ce qu'il fallait, c'était une politique fiscale fédérale-provinciale coordonnée; pourtant, c'est précisément ce qui est envisagé dans la troisième mesure du plan. Lisons d'abord le plan avant de le mettre au rebut!

Enfin, certains critiques semblent se concentrer exclusivement sur ce que le gouvernement fédéral peut faire, devrait faire, n'a pas fait ou ne devrait pas faire. Ces gens-là n'ont pas compris un autre point essentiel dont les Canadiens ont fait état lors des consultations. Les Canadiens ont affirmé que la prospérité future ne peut être assurée uniquement par le gouvernement fédéral. Les Canadiens comprennent que les dépenses gouvernementales à court terme ne font qu'augmenter la dette et qu'elles nous laissent désarmés face à une vive concurrence à l'échelle internationale. Les Canadiens ont déclaré, en des termes on ne peut plus clairs, que nous devons nous défaire de cette attitude profondément ancrée. Le Plan d'action va dans ce sens en s'adressant aux syndicats, au patronat, au milieu des affaires, aux enseignants, aux étudiants, aux parents et, oui, aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Ce plan affirme que tous les intervenants doivent assurer la prospérité, ensemble. J'exhorte tous les Canadiens à lire le plan et à réfléchir à la manière dont nous pourrions tous le mettre en oeuvre. En ce qui concerne le gouvernement fédéral, c'est ce que nous avons l'intention de faire.